



3. SYNTHÈSE DES OPINIONS ET DES PRISES DE POSITION

Si elle suit librement l'ordre des quatre questions que nous avons posées à des personnalités, cette synthèse inclut aussi des opinions et prises de position sur des questions de fond concernant la politique de l'éducation, les buts visés par l'enseignement des langues étrangères et les implications de type didactique et pédagogique.

Les quatre questions

1. Les « attaques » aux langues nationales dans l'enseignement scolaire, qui se sont produites dans plusieurs cantons alémaniques en 2011-2012, sont des indicateurs de la position affaiblie de ces langues et peut-être aussi d'un changement culturel sous le signe de la globalisation. Est-ce que cette situation constitue pour la Suisse quadrilingue un développement dont il ne faut pas surestimer l'importance ou représente-t-elle une menace pour la cohésion nationale?
2. Est-ce que le modèle pour un enseignement des langues étrangères dès l'école primaire a échoué encore avant d'avoir été appliqué dans tous les cantons ou s'agit-il, pour les événements évoqués plus haut, de tirs de semonce renvoyant d'abord à d'autres problèmes spécifiques de l'école obligatoire, en particulier dans les domaines didactique et pédagogique ?
3. Est-ce que les décisions concernant l'enseignement des langues étrangères doivent être prises selon les mêmes critères pédagogiques et relatifs à la politique de l'éducation que l'on applique à toutes les branches ou la politique linguistique (quadrilinguisme officiel de la Suisse, cohésion nationale) doit-elle toujours être prise en compte ?
4. Quels sont vos souhaits personnels liés à l'enseignement des langues en Suisse?

a. Les événements récents dans certains cantons alémaniques ne constituent pas une menace pour la cohésion nationale – ou bien si ?

Seize personnes ont répondu directement à la première question concernant la menace pour la cohésion nationale, huit par l'affirmative et autant de manière négative. Élément révélateur : toutes les réponses positives proviennent de Suisse latine. Même si de telles données ne doivent pas être surestimées dans le contexte du débat différencié proposé ici, elles montrent tout de même une perception différente des « événements » évoqués selon les régions linguistiques. C'est pourquoi elles ne doivent pas non plus être sous-estimées. Pour d'autres questions, le hiatus existe plutôt entre représentants de la politique de l'éducation et le corps enseignant, indépendamment des régions linguistiques. Les affirmations provenant de Suisse latine sont parfois véhémentes : il y est question de simple cohabitation, d'appauvrissement culturel, du danger d'une « belgification » ou même de la fin de la Suisse.

b. Vaste consensus sur le fait que la Suisse quadrilingue et un apprentissage des langues étrangères conséquent sont des facteurs essentiels de l'identité suisse

Indépendamment des réponses directes à la première question, les thèmes de la cohésion nationale et de son corollaire, l'identité suisse, ont été traités par tous les auteurs. Il y a consensus sur le fait que le quadrilinguisme de la Suisse – les langues de la migration sont mises en veilleuse dans ce contexte – et une attention particulière portée aux langues nationales dans l'apprentissage des langues étrangères constituent des facteurs essentiels de l'identité suisse. Des connaissances de base des langues nationales et des cultures qu'elles représentent sont ainsi des éléments incontournables pour le contact inter-culturel et la cohésion nationale. Dans ce contexte, le terme « Willensnation » est apparu régulièrement dans les contributions en langue italienne. Toujours dans ce contexte, les acteurs provenant de Suisse alémanique qui – avec leurs interventions politiques et d'autres propositions – ont suscité la polémique qui nous occupe ici assurent qu'il n'était nullement question pour eux d'attaquer les langues nationales, le plurilinguisme, voire même directement la langue française.

c. L'enseignement de langues nationales est un élément central de la politique de l'éducation... ou pour le moins, il devrait l'être

Les commentaires sur la politique de l'éducation confirment les positions de base concernant l'enseignement des langues étrangères présentées sous le point b. Un aspect fait l'unanimité : dans un pays officiellement quadrilingue l'enseignement de plusieurs langues est incontournable et doit constituer un élément central de la politique de l'éducation, même s'il s'agit d'un défi considérable, compte tenu aussi du plurilinguisme dû à la migration et à la globalisation. Dans ce contexte, Confédération et Cantons devraient promouvoir le plurilinguisme des apprenants et des enseignants, ainsi que l'enseignement d'au moins une deuxième langue nationale. Une attention particulière est à porter aux langues minoritaires de Suisse latine. Toujours dans le domaine de la politique de la l'éducation, deux requêtes reviennent souvent : un état des lieux objectif et de dimension nationale de l'enseignement (précoce) des langues étrangères, incluant aussi l'amélioration des conditions de réussite et l'analyse des moyens financiers ; et une meilleure collaboration et coordination entre tous les acteurs concernés. L'accent est par ailleurs mis sur le fait que le plurilinguisme – ainsi que la cohésion nationale – doivent être promus également en dehors de l'école, par l'ensemble de la société. A cet égard, les acteurs de la politique nationale auraient un rôle important à jouer, non seulement lors de décisions politiques concernant le plurilinguisme mais aussi en montrant l'exemple eux-mêmes. Les réponses touchant à notre troisième question ont également été abordées dans le contexte de la politique de la l'éducation. Une faible majorité des auteurs est d'avis que l'enseignement des langues étrangères a une position particulière par rapport aux autres branches – même s'il doit également répondre aux critères pédagogiques et relatifs à la politique de l'éducation –, et ceci parce qu'il constitue un pilier essentiel pour la cohésion nationale et l'identité suisse.

d. L'école doit viser avant tout à transmettre des connaissances de base en langues étrangères

Les réponses concernant les buts à viser à travers l'enseignement des langues étrangères à l'école obligatoire se basent sur les commentaires relatifs à la politique de l'éducation présentés sous le point c. Voici des positions qui reviennent à plusieurs

reprises : l'école obligatoire doit se fixer comme but non pas la parfaite maîtrise des langues étrangères mais la sensibilisation aux langues et aux cultures, ainsi que la transmission de connaissances de base ; tous les élèves doivent avoir accès à un enseignement des langues étrangères moderne ; un enseignement contextualisé et basé sur la communication permet un plurilinguisme « réceptif », grâce auquel chacun parle dans sa langue tout en comprenant l'autre. Plusieurs auteurs renvoient au fait que l'enseignement des langues étrangères doit aussi tenir compte des besoins ultérieurs des apprenants, notamment dans la vie professionnelle. Ceci concerne aussi bien l'anglais que les langues nationales. En même temps, il faut éviter de se baser sur des critères purement utilitaristes et commerciaux, qui conduisent souvent à des décisions douteuses.

e. Le modèle 3/5 de la CDIP n'a pas échoué : malgré les critiques, il est généralement bien accepté – il est en outre trop tôt pour effectuer une évaluation

La réponse fait presque l'unanimité : le modèle 3/5 de la CDIP (première langue étrangère en troisième, deuxième langue étrangère en cinquième année scolaire) n'a pas déjà échoué mais est au contraire en bonne voie de réalisation (question 2). Le modèle tient compte en même temps d'arguments pédagogiques et de la politique d'éducation, ainsi que d'intérêts nationaux, et il correspond à un bon compromis intercantonal. Les nombreuses critiques ne concernent pas le modèle en tant que tel mais sa concrétisation, les problèmes didactiques et pédagogiques liés à celle-ci et le manque de ressources humaines et financières. L'accent est également mis sur le fait qu'il est beaucoup trop tôt pour une évaluation, étant donné que le processus est en cours et que les solutions innovantes ont besoin de temps pour faire leurs preuves. Sur la base des données actuelles, presque tous les cantons auront introduit le modèle 3/5 en 2015. Enfin, certains auteurs estiment qu'il n'y a aucune raison pour que ce type d'enseignement des langues étrangères fonctionne dans de nombreux pays européens en non dans un pays multilingue comme la Suisse. Des comparaisons avec le passé sont également révélatrices : pendant 175 ans, le français a été enseigné seulement à partir de l'école secondaire. Avec le nouveau modèle, cela se fait dès l'école primaire, qui accueille également l'enseignement de l'anglais – jadis une prérogative des écoles privées. Dans ce sens, l'évolution de l'enseignement des langues étrangères en Suisse est positive. Des représentants des écoles du degré secondaire I et des conférences des maîtres du niveau intermédiaire des cantons AI, GL, SG, SZ, TG UND ZH sont d'un tout autre avis. Les dernières citées proposent de reporter l'enseignement du français au niveau secondaire, entre autre pour contrer le surmenage des élèves en difficulté scolaire et offrir un apprentissage du français qui fasse envie. Les élèves en difficulté scolaire sont également à l'origine du postulat déposé dans le canton de Zurich, qui demande de dispenser ces jeunes (20%) de l'enseignement du français. Cette dernière proposition est critiquée parce qu'elle remet en question l'égalité des chances dans l'enseignement et parce qu'il n'est pas acceptable de supprimer une branche uniquement en raison de sa difficulté.

f. Les « événements » récents dans certains cantons alémaniques sont des signaux à prendre au sérieux, aussi bien en Suisse latine qu'alémanique

Même si une majorité des auteurs se reconnaît dans le modèle 3/5 de la CDIP et indépendamment du fait que les « événements » controversés ayant eu lieu dans plusieurs cantons alémaniques soient ou non un danger potentiel pour la cohésion nationale, il s'agit de signaux à prendre au sérieux. Cette position est défendue par l'ensemble des auteurs. Les « événements » ne se réfèrent pas uniquement aux interventions concernant l'enseignement du français mais également aux décisions, déjà prises ou encore en suspens, visant à supprimer l'italien comme option spécifique (SG et OW entre autre). Derrière l'affirmation que les signaux sont à prendre au sérieux se cachent en fait des motivations très différentes. En Suisse latine, on les prend au sérieux parce qu'ils sont perçus comme un danger non seulement pour la cohésion nationale et la compréhension interculturelle mais aussi pour le maintien de la propre langue et culture en Suisse – ceci étant particulièrement vrai pour l'italien. En Suisse alémanique, on prend ces signaux au sérieux parce qu'ils sont l'expression de multiples problèmes, tels qu'ils ont été partiellement exposés sous le point e. : (trop) grandes attentes envers l'école et le corps enseignant, sans que soient mis à disposition les instruments didactiques et pédagogiques, ainsi que les ressources humaines et financières nécessaires ; les avertissements concernant le surmenage des élèves et des enseignants sont également à insérer dans ce contexte. Une formation de base des enseignants mieux adaptée – surtout par rapport à l'enseignement précoce des langues étrangères – constitue par conséquent une requête récurrente. Une autre requête est, elle, adressée à la politique, afin qu'elle se donne les moyens pour atteindre les buts ambitieux fixés pour l'enseignement des langues étrangères.

g. Au niveau didactique et pédagogique, il est question d'apprentissage des langues ludique, contextualisé et basé sur la communication – la promotion de l'échange d'élèves est plébiscitée

Au niveau didactique et pédagogique, un certain nombre de données et de souhaits trouvent également un large consensus : d'une manière générale, l'apprentissage des langues doit privilégier les aspects liés à la communication par rapport aux aspects normatifs ; le contact avec de nouvelles langues et cultures doit faire envie et à l'école primaire l'apprentissage d'une langue doit être ludique. Il s'agit de promouvoir des principes et du matériel didactique modernes, ainsi que des projets innovants, à échanger entre les instances responsables de l'éducation et les associations d'enseignants. A cet égard, les connaissances provenant de la recherche sont à intégrer davantage dans la discussion. Et une fois encore retentissent les appels pour une formation adéquate du corps enseignant, afin qu'il puisse appliquer avec succès les nouvelles méthodes et le nouveau matériel pédagogique. La promotion de l'échange d'élèves – et de toutes les activités apparentées favorisant l'apprentissage « contextualisé » de la langue, comme les séjours linguistiques, l'immersion ou les courses d'école – est véritablement plébiscitée par les auteurs. Toutes ces possibilités sont encore trop peu utilisées, surtout à l'intérieur de la Suisse.

h. Enseignement des langues étrangères sous le signe de la globalisation : mieux profiter du plurilinguisme en Suisse comme une chance unique et comme un atout dans la compétition internationale

Le fait que bon nombre de réponses aux quatre questions mettent en exergue la dimension internationale du débat et une approche de l'enseignement des langues étrangères sous le signe de la globalisation mérite une attention particulière. L'importance de l'anglais ou le grand défi que constitue la politique des langues en Suisse dans le contexte de la migration ne sont mentionnés qu'en marge du débat. Trois autres aspects se trouvent par contre au centre de l'attention. Premièrement, le fait de vivre dans un pays qui parle trois langues européennes constitue une chance unique. Sans tenir compte de l'anglais, les Suisses pourraient ainsi déjà communiquer avec 67% des habitants de l'UE. Mais au lieu de profiter de ce capital et de le promouvoir, nous le gaspillons. Deuxièmement, en suivant une politique des langues et un enseignement des langues étrangères basés sur les avantages du plurilinguisme, nous nous équipons de manière idéale pour la compétition globalisée. Car au niveau international, en particulier aussi dans le monde de l'économie, le plurilinguisme est considéré comme une ressource importante. Troisièmement, il serait souhaitable que la Suisse quadri- ou plurilingue devienne un modèle international (aussi) dans le domaine de l'apprentissage des langues étrangères. Car avec l'introduction de celles-ci à l'école primaire nous sommes loin d'être uniques : nous ne faisons rien d'autre que rejoindre treize autres pays de l'UE.